



POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL

ET DES NEGOCIATIONS SUR NOS PROPOSITIONS COMMUNES

**Le 12 mai à 17 heures,
Rassemblement devant la permanence
de la députée de la majorité, Mme BULTEAU**

Un préavis de grève sera déposé par nous-mêmes (CGT, FO, FSU et Solidaires) auprès du préfet et afin que chacun puisse participer à ce rassemblement.

28 avril, 1^{er} mai, 3 mai : sur ces trois dates, c'est plus de 700 000 manifestants en France, plus de 2 000 en Vendée, intervenant après la très forte mobilisation du 31 mars, elle-même précédée de celles du 9 et 24 mars.

Le 3 mai, s'est ouvert le débat public à l'Assemblée Nationale.

Le 12 mai, le calendrier prévoit le vote par l'Assemblée Nationale du projet de loi qui sera ensuite débattu au Sénat.

Le Gouvernement entend coûte que coûte maintenir son projet de loi, qu'il ne compte pas sur un quelconque renoncement de notre part. Le droit, la légitimité, le progrès social sont de notre côté, l'espoir est dans la lutte.

Nous rejetons le projet de loi Travail c'est-à-dire cette volonté de créer un Code du Travail différent selon les entreprises. Aujourd'hui, un accord ne peut qu'améliorer les dispositions contenues dans l'accord de branche. Demain, si le texte n'était pas retiré, il pourra déroger à l'accord de branche et deviendra la principale source de droit du travail, permettant ainsi de revoir à la baisse toutes les garanties collectives encadrant le contrat de travail.

Cette remise en cause de pans entiers du Code du travail aura également à brève échéance des conséquences sur le statut de la Fonction publique. Le gouvernement français obéit ainsi à la volonté dictée par l'Union Européenne (Jobs Act) de rendre plus « concurrentiels » les salariés en abaissant leurs droits.

**Le projet de loi Travail,
c'est travailler plus, gagner moins et être viré plus facilement !**

C'est la précarité et l'insécurité pour tous, et maintenant le Medef, son président Pierre Gattaz, « éternel insatisfait » prend en otage la négociation sur l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi.

**Les paradis fiscaux pour la France d'en haut,
la régression sociale pour la France d'en bas : ça suffit !**

**Nous appelons salarié(e)s, privé(e)s d'emploi,
étudiant(e)s, lycéen(ne)s, retraité(e)s à se rassembler
à La Roche sur Yon, 17 heures devant la permanence
de Mme BULTEAU, députée de la majorité**